



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARCELOR MITTAL TUBULAR PRODUCTS LEXY

Route de Rehon
CS 91449
54400 Longwy

Références : 0864_2024
Code AIOT : 0006200328

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2024 dans l'établissement ARCELOR MITTAL TUBULAR PRODUCTS LEXY implanté 100, Rue Maréchal Foch 54720 Lexy. L'inspection a été annoncée le 12/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELOR MITTAL TUBULAR PRODUCTS LEXY
- 100, Rue Maréchal Foch 54720 Lexy
- Code AIOT : 0006200328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ARCELOR MITTAL PRODUCTS LEXY produit dans deux bâtiments Lexy 1 et 2 des tubes en acier par formage à froid. Les tubes fabriqués dans le bâtiment Lexy 1 subissent ensuite un laminage par réduction à chaud. Aucun traitement chimique n'est effectué sur les tubes produits.

Thèmes de l'inspection :

- Action collective 2024 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 1.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plans des	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	locaux et schéma des réseaux	01/12/2006, article 4.2.2 et 4.3.1		
6	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 7.5.8	Demande d'action corrective	3 mois
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 7.4.3	Sans objet
3	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 7.4.3	Sans objet
4	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 7.4.4	Sans objet
7	État des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 8.2.1 et 8.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit se réappropriier la connaissance de ses réseaux d'eaux ainsi que des ouvrages de rétentions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, SITUATION RUBRIQUE 1185
Prescription contrôlée : ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats :

L'exploitant a fait installer des groupes froid en remplacement des tours aéroréfrigérantes (TAR). L'exploitant déclare que les TAR ne sont pas démantelées mais qu'elles ne sont plus utilisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit porter à connaissance de madame le Préfet de Meurthe et Moselle cette modification. Il doit se positionner par rapport à la rubrique 1185 de la nomenclature ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 7.4.3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.4.3. RETENTIONS Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100% de la capacité du plus grand réservoir, 50% de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. [...]
Constats : Il a été constaté par sondage que chaque stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention qui lui est propre dont le volume est égal à la capacité du réservoir associé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 7.4.3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau

d'assainissement ou le milieu naturel. [...]
Constats : Il a été constaté par sondage que les capacités de rétention sont en métal et en bon état apparent. L'exploitant déclare qu'elles sont étanches et résistent aux produits qu'elle pourrait contenir. Elles ne sont pas munies d'un système de vidange et n'ont donc pas de système d'obturation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 7.4.4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats : Par sondage il a été constaté que chaque type de produit stocké est associé à sa propre rétention ce qui supprime le risque d'incompatibilité. Il n'a pas été constaté de stockage de liquide sous le niveau du sol. Par sondage il a été constaté que les rétentions sont propres et que leurs volumes potentiels de rétention sont disponibles. Il n'a pas été constaté de stockage de liquide à l'air libre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plans des locaux et schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 4.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plans des locaux et schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis connexion, implantation des dis connecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de

toute nature (interne ou au milieu). [...]
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts pour l'ensemble du site. Le schéma en sa possession pour le site Lexy 2 ne permet pas de vérifier que l'ensemble des eaux pluviales et des eaux de voiries susceptible d'être polluées sont récupérées dans un bassin de rétention munie d'une vanne de fermeture. Le plan présenté ne permet pas de vérifier la présence d'ouvrages d'épuration interne ou de débourbeur déshuileur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les plans prévus à l'article 4.2.2 de son arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 7.5.8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 120 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. Le bassin d'orage situé à l'ouest du bâtiment Lexy 2 permet de collecter les eaux de ruissellements du bâtiment Lexy 2 et a un volume de 3200 m ³ . Ce bassin pourra être utilisé pour collecter les eaux d'extinction du bâtiment Lexy 2, à ce titre, il sera équipé d'une vanne permettant d'isoler les eaux du milieu naturel. Les eaux d'extinction du bâtiment Lexy 1 seront collectées par une ou plusieurs fosses d'eaux sales qui devront disposer d'un minimum de 120m ³ de volume libre pour collecter les eaux d'extinction et seront isolées du milieu naturel à tout moment. [...]
Constats : En cas d'incendie dans le bâtiment Lexy 1 les eaux d'extinction sont collectées par deux fosses d'eaux sales qui disposent d'un minimum de 120m ³ de volume libre. La vidange de ces deux fosses est effectué par pompage ; en cas d'incendie l'exploitant arrête le pompage ce qui isole les fosses des bassins de décantation. Concernant le bâtiment Lexy 2 un bassin est bien situé à l'ouest du bâtiment ; d'après les plans il possède un volume de 10.000 m ³ très largement supérieur à la prescription. L'exploitant n'est par contre pas en mesure d'assurer que le système assure la récupération de l'ensemble des eaux d'extinction éventuelles. L'exploitant n'est pas en mesure d'assurer que le système soit équipé de vannes permettant d'isoler le bassin. Or la visite de l'inspection des installations classée du 11 juin 2010 conclut que pour la zone Lexy 2 "toutes les eaux pluviales de voiries sont dirigées vers le bassin d'orage. Ce bassin est équipé d'une

<p>canalisation et d'une vanne permettant le rejet vers <i>la Chiers</i>. Lors de l'inspection, il a été constaté que cette vanne est en position fermée. Les eaux vannes sont dirigées vers le réseau des eaux usées de la commune, puis vers la station d'épuration urbaine. Les eaux pluviales collectées sur les voiries transitent par 4 débourbeurs/déshuileurs répartis sur le site. Elles sont ensuite dirigées vers le bassin d'orage."</p> <p>La situation semble conforme mais l'exploitant a perdu la connaissance de ses réseaux et ouvrages. De plus l'accès au bassin d'orage en rendu difficile par la présence de végétation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prouver que l'ensemble des eaux d'extinction est bien recueilli par le bassin de rétention. L'exploitant doit justifier la présence de vanne de barrage permettant d'isoler le bassin de rétention. L'exploitant doit justifier que les 3200 m³ de rétention sont disponibles en permanence. L'exploitant doit entretenir le bassin, l'accès au bassin et l'accès à la vanne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 8.2.1 et 8.2.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 8.2.1. Les réserves d'acide et de sels métalliques seront entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux devront être pourvus d'un système de ventilation naturelle ou forcée. Seules des personnes désignées et dûment formées auront accès aux dépôts de substances à risque. Elles feront en sorte que les quantités de produits répondent aux prescriptions de l'article 7.4.5.</p> <p>.ARTICLE 8.2.2. L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Ce registre devra contenir les entrées/sorties et permettre de connaître la quantité présente et la localisation à tout instant dans l'installation pour au minimum les composés suivants : l'acide sulfurique, l'acide chlorhydrique, l'acétylène, la peinture.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêt de l'activité de galvanisation a été encadré par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) 2008/445 du 21/08/2008. L'exploitant déclare ne plus avoir de stock d'acide et de sels métalliques. En conséquence l'article 8.1.2 n'est plus pertinent et sera modifié lors d'un prochain APC.</p> <p>L'exploitant possède un état des matières stockées numérisé accessible même hors du site, l'accès à ces informations est immédiat et aisé. L'exploitant dispose d'un plan général faisant apparaître les stockages de produit dangereux. L'exploitant déclare ne pas avoir sur site d'acide ou de peinture. L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits stockés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; [...]
Constats : L'exploitant dispose de nombreuses consignes de sécurité affichées sur l'ensemble du site néanmoins il n'y a pas de consignes de sécurité spécifiques à proximité des rétentions qui indiquent les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en place des consignes de sécurité spécifiques à proximité des rétentions qui indiquent les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois